

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

# INFORMATIONS OUVRIÈRES

n° 688

Semaine du  
13 au 19 janvier 2022

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

Site : [infos-ouvrieres.fr](http://infos-ouvrieres.fr) / mail : [informations-ouvrieres@fr.oleane.com](mailto:informations-ouvrieres@fr.oleane.com)

Supplément au n° 688  
Vendredi 14 janvier 2022

## Grève le 13 janvier dans l'Éducation nationale : une lame de fond...

**L**e dimanche 2 janvier à 18 heures quelques heures seulement avant la rentrée scolaire, Jean-Michel Blanquer publie son protocole « sanitaire ». Le 51<sup>e</sup> depuis mars 2020. Inapplicable, facteur d'un chaos sans nom dans les écoles, c'est le protocole de trop.

En quelques jours, une vague d'exaspération, une profonde révolte venue d'en bas, soulève les personnels de l'Éducation nationale et les parents d'élèves. La quasi-totalité des organisations syndicales de ce secteur appelle à la grève le 13 janvier avec la FCPE et les organisations de lycéens. Le jeudi 13, la grève est massive, d'une ampleur exceptionnelle. Dans le 1<sup>er</sup> degré, 75% des personnels sont en grève. Plus de 60% dans le secondaire. Des milliers d'école, d'établissements sont fermés. Les personnels sont soutenus par les parents. Fait rarissime : les personnels de direction, les inspecteurs de l'Éducation nationale, eux aussi sont en grève.

Au-delà du protocole Blanquer qui a mis le feu aux poudres, un immense ras-le-bol, un rejet énorme qui n'ont cessé de s'accumuler explosent. Rejet des politiques de sape, de destruction de l'école poursuivie par Macron dans la continuité de ses prédécesseurs ; rejet des suppressions de postes imposées années après années par le ministre Blanquer. Rejet du délitement continu des conditions de travail et des salaires bloqués depuis des années. Rejet du mépris du ministre qui deux jours avant la grève, a osé déclarer : « On ne fait pas grève contre un virus ». Faisant voler en éclats le consensus sanitaire sur lequel joue Macron pour faire passer ses mesures, cette colère se dirige contre le gouvernement, contre sa politique, contre le ministre de l'Éducation nationale pris pour cible par des slogans, des pancartes, dont plusieurs exigent sa démission.

Cette colère fait écho et se relie à celle des personnels soignants qui n'en peuvent plus de la politique de destruction de l'hôpital public poursuivie sciemment et méthodiquement par Macron et Véran. Elle se relie à ce qui mûrit dans de larges couches de la population et de la jeunesse de ce pays.

En haut, le gouvernement est déstabilisé, pris à la gorge par ce raz-de-marée qu'il n'a pas vu venir. Le premier ministre Castex est dépêché en urgence pour tenter de reprendre en main la situation. Le ministre Blanquer est mis sur la touche. Un désaveu cinglant.

Castex, Blanquer et Véran sont contraints de recevoir les organisations syndicales et la FCPE le soir même de la grève. Là où en règle générale, c'est le plus souvent : « Circulez, il n'y a rien à voir », ils font de premières annonces tout en maintenant le cap qu'ils ont fixé. Par ses annonces, le gouvernement aimerait un apaisement, « un retour au calme ».

A cette étape, il est trop tôt pour savoir précisément quelle forme va prendre le mouvement de fond du 13 janvier. Mais une chose est sûre, l'ampleur et la profondeur de la colère qui s'est exprimée le 13 janvier ne sont pas près de retomber, ni de rentrer dans leur lit. A suivre... ■

## Entendu dans la manifestation parisienne du 13 janvier

# « Le protocole, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Il y a un ras le bol général. »

Dans la masse des milliers de manifestants, ce 13 janvier à Paris, des professeures des écoles de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) ont expliqué à Informations ouvrières les raisons de leur présence et de leur colère. Elles ont la parole.

● Le protocole, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Et là, ça pète. On voit bien dans les AG, dans les réunions que tout le monde est à bout.

On a un beau métier, on aimerait le faire correctement. Et dans la fonction publique, qu'on soit enseignant ou soignant, ce n'est plus possible.

● On a un bac + 5 et on est le pays en Europe qui paye très, très mal ses enseignants.

« On n'est pas là  
pour obtenir  
dix masques  
de plus  
sur nos bureaux  
ce soir. »

● On a la vocation, mais là, c'est ras-le bol. On pense à nos élèves du matin jusqu'au soir, du lundi au dimanche. Donc, ras-le-bol du mépris ! La pandémie a juste mis en avant un peu plus l'état des écoles, mais l'Éducation nationale coule depuis l'arrivée de Blanquer.

● On se bat pour l'école de demain. On n'est pas là pour obtenir dix masques de plus sur nos bureaux ce soir.

● C'est bon, les masques... On est passé à autre chose. Qu'il ne nous fasse pas croire, là-haut, qu'on est là pour le virus. On a des enseignants qui craquent. L'école publique, je dis bien publique, se casse la figure. Les personnels partent vers le privé pour être rémunérés un peu plus, avoir de vraies conditions de travail.

● Ils cherchent à détruire l'école publique, pour valoriser les établissements privés.

● Blanquer a mis en avant l'école inclusive, c'est-à-dire que tous les enfants puissent intégrer l'école. D'accord, mais quel accueil des enfants en situation de handicap ? Avec quel personnel qualifié ? On a des AESH (accompagnants des élèves en situation de handicap) qui sont formidables, mais quelle formation, quel salaire, quel statut dans la fonction publique ?

Édition hebdomadaire des manifestations et des événements de la semaine

**INFORMATIONS OUVRIÈRES** 5 001 exemplaires

3 janvier : début de l'examen du projet de loi sur le passe vaccinal à l'Assemblée nationale

« Dans quel monde allons-nous vivre à la fin ? Une société totalitaire et autoritaire, voilà ce que c'est ! » (Jean-Luc Mélenchon)

Guadeloupe  
Bas les pattes devant Elie Domota !

Interview d'Elie Domota  
Page 10

Prises de position en France...  
Page 11

... et à l'échelle internationale  
Page 12

Une rentrée insupportable  
« École, ce n'est pas ça ! »  
Des parents et des enseignants prennent la parole

■ **Bahia Anwar**  
correspondante à l'ONU

■ **Laura Anwar**  
correspondante à l'ONU, rédactrice

■ **Elie Domota**, 19 ans, étudiant à l'Université de la Sorbonne

Page 7



Dans le cortège au Puy-en-Velay.

## Entendu dans la manifestation parisienne du 13 janvier (suite)

Au final, il n'y a rien ! Des parents nous disent : « *Ma fille va rentrer en CP. Comment va-t-on faire ? Y aura-t-il quelqu'un pour elle ? Votre classe est-elle adaptée ?* » Ce n'est pas le ministère qui doit faire face à ce désarroi des parents ! Parce que c'est vrai, c'est l'horreur, c'est de la maltraitance ! Pour les parents, pour les enfants, pour les enseignants.

## Jean-Luc Mélenchon à la rencontre des manifestants pour les soutenir

**Question d'un journaliste : « Qu'est-ce qui vous intéresse dans cette manifestation ? »**

**Jean-Luc Mélenchon :** C'est de voir combien ils sont. Ce qui est écrit sur les pancartes. Je vais vous dire une manif c'est comme un livre : à mesure que les cortèges passent vous lisez. Je regarde la moyenne d'âge, les hommes, les femmes... C'est la première démonstration de force en masse du milieu enseignant depuis quelque temps. Aujourd'hui, c'est la masse parce que les gens n'en peuvent plus. Ils sont asphyxiés par les conditions dans lesquelles ils doivent exercer leur métier. C'est vrai que le milieu enseignant s'était un peu détaché de la chose politique. C'est ce que Blanquer a réussi : mettre tout le monde d'accord dans la rue. Je pense qu'un crétin pareil est utile ! Il faut laisser leur chance aux bons à rien. Toute plaisanterie mise à part. On n'en peut plus. Ce n'est plus idéologique ou politique. Vous êtes prof, directeur d'école, le protocole change tous les 2 jours, c'est ingérable ! les parents ne savent plus le matin si en amenant leur enfant à l'école, il sera pris ou non... Tester les gosses ! Allez mettre un écouvillon à un petit de 4, 5 ou 6 ans... Vous n'y pensez pas ! Vous en avez peut-être à la maison, vous verrez bien.

● Il faut un bac + 5 pour être professeur des écoles. Mais ils ne peuvent plus embaucher à ce niveau-là, puisque les conditions de travail sont compliquées, les salaires ne sont vraiment, vraiment pas mirobolants. Et donc, ils sont obligés d'aller cher plus bas : cela passe par l'embauche de beaucoup de contractuels, à bac +2 ou bac +3. Et les parents ne le savent pas !

Beaucoup d'enseignants demandent leur mutation pour aller en région, et ils n'arrivent pas à l'obtenir, alors qu'ils sont éloignés de leurs conjoints, de leur famille. Alors ils se mettent en dispo, ils trouvent un boulot à Mc Do ou à la Fnac, alors qu'ils sont enseignants !

● On nous pousse, d'une certaine façon, à démissionner. Et à être contractuel si on veut changer d'endroit. C'est tout à fait lié à ce qu'on disait tout à l'heure sur la privatisation. On pousse les enfants, les enseignants vers le privé. Et finalement, qui va se retrouver dans les établissements publics ? Ceux qui n'ont pas les moyens de s'en sortir et des enseignants qui essaient de tenir l'école à bout de bras, sans aucun moyen. Le ministre ose parler de « l'absentéisme » des enseignants (comme si c'était de notre faute), alors que des collègues sont malades et ne sont pas remplacés !

● Il y en a marre des mensonges. Je suis directrice d'une école de cinq classes. Une classe est fermée, parce que la maîtresse est covidée et non remplacée. Sur les quatre classes restantes, trois comprennent, dans

chacune, cinq enfants qui ont été testés positifs. Ces classes ne sont pas fermées, mais pendant quatre jours, ça a été une valse d'entrées et de sorties des élèves avec le résultat des tests... Ce n'est plus l'école ! On a averti l'administration, mais on est seules sur le terrain. C'est un peu comme s'il y avait un bateau sans capitaine, dans un brouillard monstrueux. On se sent seules. C'est pourquoi beaucoup d'écoles sont fermées aujourd'hui, beaucoup de collègues sont en grève. Il y a un ras le bol général.

### Parmi les premières réactions syndicales publiées

**Fnac-FP-FO :** « Qu'a annoncé le Premier ministre ? Répond-il aux revendications ? (...) Des enseignants seront recrutés sur la liste complémentaire dans le 1<sup>er</sup> degré en tant que fonctionnaires. La Fnac-FP-FO (...) prend acte de cette annonce mais constate qu'elle ne concerne que le 1<sup>er</sup> degré et (...) qu'elle reste non chiffrée.

De plus il n'est pas question de les réaborder alors qu'elles sont inexistantes dans de nombreux départements. Ce qui est chiffré par contre, ce sont les emplois précaires et sous-payés que le ministre entend multiplier (...). Aucune annonce sur la question salariale (...). Le Premier ministre confirme le maintien du protocole Blanquer (...). La Fnac-FP-FO revendique :

– Un recrutement immédiat et à hauteur des besoins de personnels sous statut dans les écoles, les établissements et les services !

– L'augmentation de 20 % de la valeur du point d'indice et une augmentation indicative immédiate de 183€ net par mois pour les personnels de l'Éducation nationale !

– L'arrêt des protocoles inapplicables ! »

**Snes-FSU :** « Il s'agit bien d'une première étape qui doit en appeler d'autres et le gouvernement ne peut pas s'en tenir à ces seules décisions. Annuler les suppressions de postes prévues à la rentrée prochaine et décider d'un collectif budgétaire pour l'Éducation, programmer un plan pluriannuel de recrutement, remettre à plat les réformes désastreuses et inégalitaires de J. M. Blanquer et surtout revaloriser sans attendre les salaires des personnels sont des impératifs incontournables à mettre au cœur des prochaines mobilisations. »

**Snuipp-FSU :** « L'annonce concrète la plus importante est l'ouverture du recrutement sur les listes complémentaires. C'est une avancée symboliquement très forte dont il reste cependant estimer la potentialité au vu de l'étroitesse, voire la non existence, de ces listes dans de nombreux départements. (...) La pression de la mobilisation du 13 janvier a permis de bousculer le gouvernement, obligeant à instaurer un début de dialogue avec les représentant-es des personnels. Une première depuis cinq ans ! Il s'agit maintenant que le gouvernement réponde au ras-le-bol et aux exigences exprimées dans la grève du jeudi 13 janvier. Il doit pour cela engager des discussions concrètes tant sur le cadre sanitaire sécurisé que sur les moyens nécessaires pour refaire enfin école et reconnaître les personnels notamment par une hausse conséquente de leurs salaires. »